

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau - ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 23 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LANXESS EPIERRE SAS

Usine d'Épierre - Rue de l'Andraye
73220 Épierre

Référence : 20260114-RAP-inspection-eau et dechet-vs.odt
Code AIOT : 0010700305

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2026 dans l'établissement LANXESS EPIERRE SAS implanté Usine d'Épierre 245 Rue de l'Andraye 73220 Épierre. L'inspection a été annoncée le 17/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LANXESS EPIERRE SAS
- Usine d'Épierre 245 Rue de l'Andraye 73220 Épierre
- Code AIOT : 0010700305
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'usine LANXESS (ex THERMPHOS) est située sur la commune d'Épierre en Savoie, en bordure de l'Arc. L'usine est spécialisée dans la fabrication de produits phosphorés et notamment de pentoxyde de phosphore (P_2O_5) et d'acides poly-phosphoriques ($H_3P_2O_4$ ou $H_4P_2O_7$).

Le procédé peut être décrit en trois étapes principales :

- la réception, le dépotage et le stockage du phosphore blanc (ou P4) livré en citernes ;
- la synthèse des produits phosphorés et leur conditionnement ;
- leur stockage avant expédition.

L'usine relève d'un classement SEVESO seuil haut.

Thèmes de l'inspection :

- Gestion des déchets
- Rejets aqueux de l'établissement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bordereau de suivi de déchets	Code de l'environnement article R541-45	Sans objet
2	Registre des déchets	Code de l'environnement article R.541-43	Sans objet
3	Gestion des déchets – principe de proximité	Code de l'environnement article L. 541-1	Sans objet
4	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 05/05/2010, article 2.2	Sans objet
5	Modification Blends – gestion des eaux de nettoyage	Arrêté Préfectoral du 25/06/2002, article 1.2	Sans objet
6	Déclaration GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas constaté de non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bordereau de suivi de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 541-45
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.</p> <p>Si la personne qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, elle en avise sans délai, en mentionnant dans le bordereau électronique le motif de refus, l'expéditeur initial dans le cas mentionné au troisième alinéa ci-dessus, l'émetteur du bordereau électronique ainsi que, le cas échéant, les autorités chargées de son contrôle, de celui de l'expéditeur initial et de celui de l'émetteur.</p> <p>Si elle en accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial dans le cas prévu au troisième alinéa et l'émetteur, en mentionnant dans le bordereau électronique le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de leur réception. Si le traitement est réalisé après ce délai, elle met de nouveau à jour le bordereau électronique dès que le traitement a été effectué.</p> <p>Si, dans le mois suivant la date prévue pour la réception des déchets, l'émetteur n'a pas reçu la mise à jour du bordereau attestant leur prise en charge, il en avise les autorités compétentes ainsi que, le cas échéant, l'expéditeur initial des déchets en cause.</p>

L'ensemble des étapes d'émission et de mise à jour du bordereau électronique s'effectuent au moyen d'un télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Un récépissé de saisie est délivré au déclarant à chaque étape d'émission et de mise à jour. [...]

Le récépissé de saisie est transmis par le déclarant à tout agent en charge du contrôle. [...]

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté ses modalités de gestion de ses déchets. Pour les déchets dangereux, l'exploitant a indiqué qu'il attend d'en avoir suffisamment pour remplir un camion pour demander l'évacuation soit à SARPI La Talaudière, soit à SARP INDUSTRIES RHONE ALPES, sociétés du groupe Véolia. Les déchets d'emballages vides non nettoyés sont pris en charge par la société GREIF et les déchets de P₄ souillé sont gérés par une société spécialisée en Alsace.

L'exploitant a précisé qu'avant un départ de déchets dangereux (hors emballage vide), la société Veolia envoie un chimiste en charge de caractériser les déchets (définition du code déchets, vérification de l'emballage, définition du code UN).

L'exploitant a indiqué que le prestataire se charge de définir la société de transport du déchet et l'exploitant a indiqué qu'il vérifie si la société de transport dispose bien de l'agrément. Véolia saisit un projet de BSD que l'exploitant vérifie avant envoi.

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté l'interface trackdéchets lui permettant de suivre le remplissage des bordereaux de suivi des déchets. L'exploitant a indiqué qu'il vérifie trimestriellement la saisie des BSD. Il vérifie notamment que les déchets sont traités avant de valider la facturation de la prise en charge du déchet.

Lors de la visite, l'inspection a demandé à voir 3 BSD :

- BSD n°20251105-35W3HBXFF relatif à l'évacuation de GRV vides souillés à destination de la société GREIF PLASTICS LILLE pris en charge le 06/11/2025 par le transporteur « LES TRANSPORTS BLONDEL » et reçu sur le site destinataire le 7/11/2025 et qui a fait l'objet d'une opération de valorisation R3 (reconditionnement) en date du 13/11/2025.

- BSD n°20251031-1197Z9JRM relatif à l'évacuation d'effluents solvantés (140 kg) à destination de la société SARPI LA TALAUDIERE pris en charge le 12/11/2025 par le transporteur « ALAINE LOIRE » et reçu sur le site destinataire le même jour et qui a fait l'objet d'une opération de destruction D13 en date du 14/11/2025 (regroupement en vue d'une destruction). Le BSD précise que SARPI est autorisé à faire une rupture de traçabilité par arrêté préfectoral pour ce déchet. L'encadré 12 précise que la destination prévue est la société SOLAMAT MEREX à Fos sur Mer.

- BSD n°20251008-9WMPJ2MRX relatif à l'évacuation d'acide phosphorique (21 tonnes) à destination de la société SARP INDUSTRIES RHONE ALPES pris en charge le 16/10/2025 par le transporteur « SARP CENTRE EST » et reçu sur le site destinataire le même jour et qui a fait l'objet d'une opération de valorisation R5 en date du 16/10/2025.

La saisie et la traçabilité des bordereaux de suivi de déchets n'appellent pas de remarque. L'extraction de trackdéchets sur 2025 montre qu'aucun bordereau n'a fait l'objet d'un délai de traitement de plus d'un mois.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Registre des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.541-43
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté son suivi des bordereaux de suivi des déchets dangereux. L'exploitant a présenté également un registre des déchets tenus à part de l'application trackdéchets. Une fois un déchet traité, l'exploitant renseigne son registre des déchets. Ce registre des déchets lui permet de suivre également les déchets non dangereux, non suivis par des BSD.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion des déchets – principe de proximité

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L. 541-1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : II. - Les dispositions du présent chapitre et de l'article L. 125-1 ont pour objet : [...] 4° D'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité ;
Constats : En amont de l'inspection, l'inspection a constaté que des déchets du site sont gérés dans les Hauts-de-France. L'inspection a donc questionné l'exploitant sur sa gestion des déchets et l'envoi selon le principe de proximité. L'exploitant a indiqué qu'il définit localement ses prestataires de gestion de déchets. Les déchets non dangereux sont gérés avec la société Excoffier qui dispose d'une plateforme à Aigueblanche, à une dizaine de kilomètres du site. Les déchets dangereux sont gérés avec les deux sites majeurs de gestion des déchets dangereux SARPI La Talaudière dans la Loire et SARP INDUSTRIES RHONE ALPES en Isère. Seul les GRV et fûts vides souillés sont gérés spécifiquement avec la société GREIF et anciennement avec DRUM DRUM du fait de l'absence d'autre filière disponible.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/05/2010, article 2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Débit (hors eaux de refroidissement)	5 m ³ /h et à 50 m ³ /j
température	30°C
pH	5,5 et 8,5

Paramètres	Valeurs limites		
	Concentrations dans les effluents industriels en mg/l	Flux en kg/j	Fréquences
MES	20	6	Trimestrielle
DBO ₅	100	30	Trimestrielle
DCO	600	90	Quotidienne
Fluorures	0,3	0,2	Quotidienne
Phosphore	300	14	Quotidienne

De plus, l'exploitant calculera sur une base mensuelle le flux spécifique de phosphore rejeté par tonne de P₂O₅ et d'acides polyphosphoriques (APP) produites.

Le flux spécifique de rejet dans l'eau est limité à :

- 0,9 kg phosphore par tonne de P₂O₅ et d'acides polyphosphoriques (APP) produites, calculé sur une base annuelle.
- 5 kg DCO par tonne de P₂O₅ et d'acides polyphosphoriques (APP) produites, calculé sur une base annuelle.

- Les concentrations dans les effluents industriels s'entendent avant la dilution par les eaux de refroidissement et les eaux de la centrale de La Lauzière
- Les valeurs limites sont exprimées
 - en moyenne quotidienne pour
 - les matières en suspension (MES)
 - la DBO₅
 - les fluorures
 - en moyenne mensuelle pour
 - la DCO
 - le phosphore
- Les teneurs en fluorures présentes dans le prélèvement sont déduites
- Dans le cadre de son autosurveillance, si l'exploitant réalise au moins une mesure représentative quotidienne, il est toléré que 10% des mesures dépassent les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser leur double. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle.
- Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat ne peut dépasser le double de la valeur limite prescrite.

Les valeurs limites en concentration en P₂O₅ dans les rejets atmosphériques des 3 lignes de fabrication sont fixées à 5 mg/Nm³ en moyenne sur les 3 exutoires.

Article 3

L'exploitant présentera sous 6 mois des ETE ayant pour objectif :

- de diminuer les flux spécifiques de phosphore dans l'eau à une valeur inférieure à 0,7 kg par tonne de P₂O₅ et d'acides polyphosphoriques produites
- de diminuer les concentrations de DCO dans ses rejets à une valeur inférieure à 300 mg/l

Constats :

L'exploitant transmet mensuellement les résultats du suivi des eaux superficielles sur le site GIDAF. L'inspection a analysé les résultats des mesures de l'autosurveillance de 2025. Cette autosurveillance n'appelle pas de remarque notable.

Les valeurs maximales constatées sur 2025 sont les suivantes :

Paramètres	Valeur limite	Valeur maximale sur 2025
Volume rejeté	50 m ³ /j	61 m ³ /j (dépassement lié à de fortes pluies)
Température	30 °C	22,79°C
pH	Entre 5,5 et 8,5	Entre 6,43 et 7,92
DCO en moyenne mensuelle	300 mg/l	32,2 mg/l
Phosphore en moyenne mensuelle	300 mg/l	250 mg/l
Fluorures	0,15 mg/l	0,3 mg/l
MES	20 mg/l	18 mg/l
DBO5	100 mg/l	9,2 mg/l
Flux spécifique de Phosphore en moyenne annuelle	0,7 kg/tonne	0,65 kg/tonne

L'exploitant a précisé qu'il ne vérifie plus la conformité de son site par rapport à la valeur limite en flux spécifique de DCO, les niveaux de DCO dans les rejets ayant fortement diminué. La concentration en DCO est inférieure à la concentration en phosphore, le flux spécifique de DCO est donc inférieur au flux spécifique de phosphore et donc à la VLE en flux spécifique de DCO.

L'inspection a constaté que les fréquences de mesure des rejets aqueux sont respectées sur toute l'année. Sur quelques jours dans l'année, la saisie de GIDAF présente des commentaires « absences de valeurs ». Ces absences correspondent à des jours avec aucun rejet (débit noté à 0 m³)

Concernant les modalités de mesure des rejets aqueux, l'exploitant dispose d'un préleveur automatique sur site asservi au débit, comprenant 4 contenants permettant de conserver les prélèvements pendant les week-end. Le laboratoire du site réalise l'ensemble des mesures des paramètres cités dans l'arrêté préfectoral du 5 mai 2010.

L'exploitant indique qu'une mesure est réalisée une fois tous les trimestres par la société SAVOIE ANALYSES. L'exploitant a présenté le dernier bulletin d'analyse qui est daté du 5 novembre 2025 (prélèvement du 28/10/2025). L'exploitant a précisé que la société SAVOIE Analyse récupère de

l'eau dans le même flacon de prélèvement que l'exploitant pour son analyse. Les résultats sont obtenus entre l'exploitant et le laboratoire sur le phosphore sont assez proches (174,90 mg/l par le laboratoire et 179 mg/l par l'exploitant)

Remarque : L'inspection attire l'attention sur l'application de l'article 58.III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, concernant le contrôle externe de recalage. Ce point n'a pas fait l'objet d'une vérification. Il prévoit que le contrôle externe de recalage doit être fait à minima une fois tous les deux ans avec un organisme agréé. Par ailleurs cet article précise que l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

Ce point pourra faire l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Modification Blends – gestion des eaux de nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2002, article 1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Les installations doivent être implantées, réalisées et exploitées conformément au dossier de demande d'autorisation de changement d'exploitant susvisée, sous réserve des prescriptions du présent arrêté

Porter à connaissance du 4 mai 2017

La quantité d'eau de lavage du mélangeur représentera une quantité annuelle limitée (10 m3)

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant indique qu'en l'absence d'activité sur le mélangeur, il n'y a pas eu de nettoyage.

L'exploitant a précisé toutefois qu'en période de fonctionnement, le choix de gestion des eaux de nettoyage dépend de la charge en DCO des eaux de nettoyage. Les eaux de nettoyage sont envoyées dans une fosse de rétention servant à recueillir les égouttures et font l'objet d'une mesure de la DCO.

En cas de trop forte charge de DCO, les eaux sont gérées comme déchets. En cas de DCO respectant les valeurs limites, l'exploitant envoie cette eau vers la station de traitement.

L'exploitant a précisé qu'en l'absence de fonctionnement du mélangeur, il n'est pas en mesure de présenter de bordereau récent de gestion des eaux de nettoyage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.
Constats : L'exploitant transmet les résultats de sa surveillance régulièrement sur l'application GIDAF. Pour la préparation de l'inspection, tous les résultats de mesure sur l'année 2025 étaient saisis sur l'application.
Type de suites proposées : Sans suite